



LES RECOMMANDATIONS DU FORUM DE BAMAKO

RECOMMANDATIONS ISSUES DES TRAVAUX DE GROUPE

 *Bamako, Mali*



An initiative of the United Nations funded by the European Union



Recommandations adressées à chaque chef d'Etat et de gouvernement et à la Commission de la CEDEAO

- *Adopter une législation sur la violence liée au sexe et les droits en matière de sexualité et de procréation,*
- *Assurer la mise en œuvre effective des lois relatives à la violence liée au sexe et aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive.*
- *Assurer la prise en charge efficace des survivants de la violence liée au sexe*
- *Veiller à l'élaboration d'un plan d'action commun contre les VBG, les PN et les SDSR pour les États de l'espace CEDEAO*
- *Organiser un plaidoyer pour un financement conséquent pour la mise en œuvre des politiques et plans d'action nationaux. Assorti d'un système de suivi*
- *Prévoir des sanctions contre les pays qui n'appliquent pas les lois ou qui n'ont encore adopté de loi contre les violences faites aux femmes et filles.*
- *Garantir une représentation significative des jeunes, des femmes et des personnes handicapées à tous les niveaux*



- *Des sanctions devraient être prévues pour les pays qui ne parviennent pas à transposer et à appliquer pleinement les lois sur la violence liée au sexe.*
- *Renforcer le cadre juridique de la lutte contre les VBG, les PN et les SDSR par l'adoption de textes législatifs et réglementaires dans les pays qui n'en disposent pas et par leur application ferme*
- *Faire des questions de VBG, PN et DSSR une priorité nationale de de chaque Etat et de la CEDEAO*
- *Mise en place d'un comité de surveillance et de suivi de l'application des lois sur les VBG, PN et DSSD*
- *Renforcer les mécanismes de participation politique des femmes dans les Etats membres*

Recommandation aux JEUNES, FEMMES, RESPONSABLES RELIGIEUX, RESPONSABLES COMMUNAUTAIRES

- *Travailler à l'obtention de statistiques récentes ou existantes sur la violence liée au sexe, la PN, la santé et les droits sexuels et reproductifs.*
- *Mobiliser des fonds pour la mise en œuvre effective de toutes les activités liées à la VBG, la PN et la SDSR dans les pays*
- *Fédérer les actions sur le terrain pour plus de résultats*
- *Alliances pour s'approprier du contenu des différents textes juridiques pour mieux défendre leurs droits en matière de la VBG, la PN et la SDSR*
- *Créer le réseau de l'espace CEDEAO des ROAJELF pour renforcer la collaboration en matière de lutte contre la VBG, la PN et la SDSR*
- *Renforcer les capacités des jeunes à travers des activités de sensibilisation sur les lois afin qu'ils soient à mesure de demander des comptes à leurs dirigeants.*
- *Renforcer les capacités économiquement pour assurer leur autonomes et qu'elles n'aient pas peur de signaler toute violence liée au sexe.*
- *Renforcer les connaissances des chefs religieux sur les lois existantes en matière de violence liée au sexe afin de remettre en question certaines normes traditionnelles et sociales.*

Recommandations adressées à chaque chef d'Etat et de gouvernement et à la Commission de la CEDEAO

- *Prendre l'initiative de signaler les problèmes de VBG sans crainte ni compromis.*
- *Renforcer la solidarité et la collaboration entre les organisations de femmes afin d'accroître l'impact et l'efficacité de la lutte contre la violence liée au sexe.*
- *Les OSC doivent avoir la capacité d'élaborer des propositions et de mobiliser des ressources.*
- *Renforcer la sensibilisation au sein de la communauté par des sermons, des projections de films éducatifs, des conférences, des exposés éducatifs, des débats à la radio et à la télévision ;*
- *Redéfinir la masculinité et la féminité en luttant contre les normes masculines et féminines contraires aux droits de l'homme et à l'approche genre en impliquant les hommes avec compassion et respect;*



Recommandations aux partenaires techniques et financiers

- *Augmenter le financement*
- *Apporter plus d'appui technique aux OSC et aux Etats*
- *Prendre en compte les réalités locales dans leurs interventions dans les pays*



- *Financement flexible des organisations locales de défense des droits des femmes*
- *Garantir des processus participatifs d'octroi de subventions*
- *S'inscrire dans une vision de soutien aux OSC de jeunes et de femmes travaillant sur ces thèmes*
- *Assouplir les critères de financement des OSC*
- *Financer les plans d'action ROAJELF*
- *Créer un cadre de concertation biannuel entre les PTfs et les acteurs impliqués dans les questions VBG, PN, SDSSR.*

Recommandations issues de l'analyse personnelle du consultant

- *Le forum a été l'occasion de définir les enjeux mais aussi de formuler des recommandations opérationnelles à différents niveaux, à savoir*
- **AU NIVEAU INSTITUTIONNEL de :**
- *Créer des réseaux nationaux sous régionaux et continentaux de jeunes femmes, leaders communautaires en les dotant de moyens appropriés.*
- *Créer un mécanisme de pilotage basé dans l'un des pays sous la supervision de FEMNET*
- **AU NIVEAU OPÉRATIONNEL de :**
- *Concevoir un plan stratégique sous-régionale (CEDEAO) que chaque pays mettra en œuvre et assorti d'un mécanisme de coordination, de suivi et d'évaluation (tous les six mois) et de responsabilisation que tous les réseaux pourront mettre en œuvre.*
- *Faire également dans l'immédiat un plaidoyer auprès des Chefs d'Etat de la CEDEAO par l'intermédiaire du Président Oumarou EMBALLO*
- *Rendre publiques les recommandations du forum de Bamako par les canaux de communication les plus appropriés dès la validation de ce rapport*
- *Organiser des réunions/vidéoconférences au moins une fois par mois avec un ordre du jour connu 15 jours à l'avance.*
- *A ces recommandations issues de l'analyse d'un consultant, s'ajoutent les recommandations des participants suite aux travaux de groupe résumées comme suit*



Les femmes d'Afrique de l'Ouest à l'avant-garde de la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles



L'équipe de FEMNET



Jill Anami



Lisa Tayiana



Nene Gaita



Imali Ngusale